

Plan de réformes du gouvernement grec : la capitulation complète de Tsipras se confirme

Suite à l'accord de vendredi 20 février entre Tsipras et l'Eurogroupe, le gouvernement s'était engagé à fournir une liste des réformes pour prouver sa bonne volonté à respecter l'esprit de l'accord et ainsi commencer à percevoir les fonds du programme d'aide.

La lettre du gouvernement grec à l'Eurogroupe, longuement négociée avec les institutions européennes, a été rendue publique mardi matin (<http://www.reuters.com/article/2015/02/24/us-eurozone-greece-text-idUSKBN0LS0V520150224>). Et la conclusion à en tirer est limpide : le gouvernement Tsipras renonce à son programme anti-austérité et s'engage à poursuivre les contre-réformes des mémorandums. La trahison des engagements de campagne est spectaculaire et rapide, et malheureusement inéluctable, à partir du moment où Tsipras avait renoncé à toute rupture avec la bourgeoisie grecque et l'Union européenne.

Fort logiquement, l'Eurogroupe a donné mardi 24 février son feu vert à la poursuite du programme d'assistance.

La poursuite des politiques publiques d'austérité

Tsipras s'engage comme tous les gouvernements à lutter contre la fraude fiscale. Mais ses engagements ne se limitent pas à cela. L'objectif est surtout de limiter strictement les dépenses publiques et sociales, qui ont déjà été considérablement amputées par les gouvernements précédents :

- « contrôler les dépenses de santé » ;
- « rationaliser les politiques de retraites et éliminer les échappatoires et les incitations qui donnent lieu à un taux excessif de retraites trop précoces dans toute l'économie, et en particulier dans les secteurs bancaire et public », « consolider les fonds de pension » ;
- « réformer la grille des salaires du secteur public en vue de décompresser la distribution des salaires [augmenter les disparités salariales] grâce à des gains de productivité et des politiques de recrutement appropriées sans réduire les planchers salariaux actuels, mais **en s'assurant à ce que la masse salariale du secteur public n'augmente pas** » ;
- « **réduire l'ensemble des dépenses**, sans mettre en péril le fonctionnement du secteur public et en conformité avec les bonnes pratiques de l'UE » ;
- « **encourager les pratiques manageriales fondées sur le mérite**, mettre en place une véritable évaluation du personnel de base, établir des procédures équitables pour maximiser la mobilité des ressources humaines et des autres ressources dans le secteur public »,

Il s'agit donc de bloquer les salaires des fonctionnaires et d'introduire les pratiques managériales les plus dégueulasses dans le secteur public. C'est la continuité des politiques antérieures.

Ne revenir sur aucune privatisation !

« Les autorités grecques s'engagent à ne pas revenir sur les privatisations qui ont été achevés. Lorsque le processus d'appel d'offres a été lancé, le gouvernement laissera la procédure aller jusqu'à son terme, conformément à la loi ». Pas question donc revenir sur la privatisation du port du Pirée. Pour l'avenir, il est dit que le gouvernement promouvra les partenariats public-privé et pourra envisager de nouvelles privatisations.

Flexibiliser le marché du travail et subordonner toutes les politiques publiques aux exigences de la « compétitivité »

« La Grèce cherchera à atteindre les meilleures pratiques de l'UE concernant la législation du marché du travail grâce à un processus de consultation avec les partenaires sociaux tout en bénéficiant de l'expertise et la contribution de l'OIT, l'OCDE et l'assistance technique disponible existante »

« La Grèce introduira progressivement une nouvelle approche 'intelligente' de la négociation collective des salaires qui vise à trouver un équilibre entre les besoins de flexibilité et d'équité. Cela comprend l'ambition de rationaliser et au fil du temps de **hausser le salaire minimum d'une manière qui préserve la compétitivité et les perspectives d'emploi**. La portée et le calendrier des modifications apportées au salaire minimum seront prises en consultation avec les partenaires sociaux et les institutions européennes et internationales, dont l'OIT, et tiendront pleinement compte des conseils d'un nouvel organisme indépendant qui examinera si l'évolution des salaires est en phase avec les développements de la productivité et de la compétitivité. »

« La Grèce cherchera à lever les barrières à la libre concurrence, conformément aux recommandations de l'OCDE »

« La Grèce poursuivra ses efforts pour éliminer les restrictions disproportionnées et injustifiées à l'accès aux professions réglementées »

Le gouvernement Tsipras s'engage donc à mettre en place les contre-réformes promues par les institutions internationales sur le marché du travail, l'ouverture à la concurrence des professions réglementées [loi Macron], etc. et cela sous la surveillance constante de la Troïka. **Toutes les mesures anti-austérité sont donc remises au placard**, et leur éventuelle application est subordonnée à l'objectif de « compétitivité »... autrement dit, elles sont remises aux calendes grecques ! Et même les « mesures humanitaires » sont conditionnées au fait qu'elles n'aient « aucun effet fiscal négatif » !

Les choses sont désormais limpides. Alors que Mélenchon et Laurent ont crié « victoire » après l'accord du 20 février, oseront-ils applaudir un plan de contre-réformes contre les travailleurs/ses et une trahison aussi manifeste des engagements de campagne de Tsipras ?

Combattre l'accord du 20 janvier et le plan de contre-réformes du gouvernement grec

Notre perspective, c'est un soulèvement des travailleurs/ses grecs contre l'accord du 20 janvier et contre le plan de contre-réformes du gouvernement Tsipras. La solidarité avec le peuple grec doit se faire sur ces bases là. Et en mettant en avant des solutions immédiates pour sortir réellement de l'austérité :

- **annulation de toute la dette publique**
- **nationalisation du secteur bancaire et des entreprises stratégiques sous le contrôle des travailleurs/ses**
- **rupture avec l'UE et l'euro, réquisition de la banque centrale pour émettre une nouvelle monnaie inconvertible sur les marchés financiers**
- **monopole du commerce extérieur pour ne plus être soumis à la dictature des marchés mondiaux**

Tendance Claire du NPA

Nos précédents articles

Grèce : après la capitulation de Tsipras devant la Troïka, tout faire pour empêcher l'application de cet accord scélérat (22 février)

<http://tendanceclaire.npa.free.fr/article.php?id=714>

Grèce : pas d'issue pour les travailleurs/ses sans rupture révolutionnaire avec la bourgeoisie grecque et l'UE capitaliste ! (13 février)

<http://tendanceclaire.npa.free.fr/article.php?id=713>